

18 février 1952

Projet.

24

-AG.

Monsieur le Conseiller fédéral,

La sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies tenant ses assises de novembre 1951 à février 1952 à Paris, vous avez consenti à ce que je profite de la présence en Europe de nombre de mes collègues pour établir des contacts avec eux et essayer, à cette occasion, par des conversations dans les couloirs du Palais de Chaillot d'éclaircir certains aspects de la politique internationale. Tenu au courant par M. Wagnière, l'observateur permanent, tant des travaux de l'Assemblée et de ses commissions que de la présence à Paris de tel ou tel autre des délégués, susceptibles de m'intéresser, je fixai, d'entente avec M. Wagnière, mon séjour à Paris du lundi 14 jusqu'au vendredi 25 janvier.

Durant mes précédents séjours à l'Assemblée générale des Nations Unies, il m'arrivait de manquer des contacts ou d'avoir des journées creuses. Cette fois, en revanche, tout alla bien grâce, d'une part, aux relations que M. Wagnière a su se créer auprès de ses collègues permanents à l'ONU et grâce aussi à je ne sais quelle constellation favorable à mon entreprise.

Voici les faits. Arrivé le lundi 14 janvier à 8 h. du matin à Paris, je me rendis à 10 h. 30 au Palais de Chaillot pour tomber, par hasard, sur le Ministre d'Egypte à Berne, chef de la délégation égyptienne à la commission politique. Or, ainsi que vous le savez, mon intention, avant le départ de Berne, était de tirer au clair les tendances de la politique arabe en relation avec la liquidation du régime colonial. Ce même jour, je déjeunais déjà avec quelques membres des délégations égyptienne, syrienne, yéménite et pakistanaise en présence d'Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue arabe, et du Syrien Choukayri qui, paraît-il, remplacera Azzam Pacha prochainement démissionnaire. Voici la chronologie des rencontres qui ont permis quelques tours d'horizon intéressants:



- 2 -

14	janvier	13 h.	Déjeuner délégations arabes
15	"	17 h.	Première conversation avec Chauvel
16	"	13 h.	Déjeuner arrangé par Plitt avec quelques membres de la délégation des Etats-Unis
		17 h.	Tour d'horizon avec Hoppenot
		18-23 h.	Burckhardt à Versailles
17	"	13 h.	Déjeuner avec la délégation de Suède
18	"	13 h.	Déjeuner Franco Franco, République dominicaine, et quelques représentants de l'Amérique latine.
		15h 30	UNESCO
21	"	13 h.	Déjeuner Plitt au Club américain
21	"	20h30	Dîner Hoppenot au Cercle interallié
22	"	10 h.	Conversation avec M. Quaroni, Ambassadeur d'Italie en France
		11h30	Conversation avec M. Raphaël, Ambassadeur de Grèce en France.
		13 h.	Déjeuner Bauer, OECE
23.	"	13 h.	Mon déjeuner d'adieu pour Hoppenot
		18 h.	Conversation avec Reinhardt, professeur politique américain à l'Ecole militaire française
		20h30	Dîner chez Reinhardt avec M. Mac Arthur, conseiller politique américain du Shape à Fontainebleau
24	"	20h30	Dîner Soldati avec des Français du Quai d'Orsay et de la vie publique
25	"	13 h.	Déjeuner à la Légation en l'honneur de Chauvel

Par ailleurs, je suivis régulièrement de 10h30 jusque vers 18 h. les débats au sein de l'Assemblée générale, de la première commission ou de la commission politique spéciale. Ma présence a été remarquée et commentée. A différentes occasions j'ai pu faire de nouvelles connaissances ou rafraîchir d'anciennes [van Langenove, Delhaye (Belgique), Costa du Rels (Bolivie), Friis (Danemark), Guérin de Beaumont, de La Tournelle, Lacoste, Seydoux (France), Politis, Kyrou (Grèce), Meykadeh (Iran), Malik (Liban), Luns (Pays-Bas),

- 3 -

Dehlavi (Pakistan), Alström (Suède), Choukayri (Syrie), Sarper (Turquie), Sobolev (URSS), Jessup, Plitt (USA), Al-Ghossain (Yémen), et les observateurs Guidotti (Italie), Matsch (Autriche)⁷

Ce n'est plus le conflit idéologique ouest-est qui domine dans les conversations politiques; il est constamment présent, on le sait, mais on s'est habitué à lui comme à un état de fait. Ce qui préoccupe les interlocuteurs, ce sont plutôt les répercussions possibles de ce conflit engendrées par des événements dus soit à la liquidation de la dernière guerre mondiale soit à la liquidation du régime colonial. La première préoccupation des hommes politiques est donc de résoudre les conflits latents ou locaux de façon à éviter des incidences du conflit idéologique ouest-est. Ceci expliquerait, en partie, les réactions plutôt molles des délégations occidentales aux attaques violentes des Russes et de leurs satellites. Elles écoutent avec une patience étonnante des discours de plus de deux heures de Vychinsky, de Malik ou d'un Polonais, des discours de propagande de mauvaise foi pour la construction desquels ces orateurs se sont servis de toutes les règles de l'art de la rhétorique démagogique, et c'est à peine si elles mettent au point le lendemain certaines allégations et insinuations proférées la veille par leurs adversaires idéologiques. Je me suis demandé quel était alors l'intérêt des Soviétiques à malmener les Occidentaux dès que l'occasion se présente. Si l'on se rend compte que tous ces discours sont reproduits le jour même en millions d'exemplaires en toutes les langues du monde et que toute cette publicité est pour ainsi dire gratuite -, si ce ne sont pas les Occidentaux qui la finance -, et si l'on est conscient du fait que tous ces discours aboutissent, quel qu'en soit le prétexte, à la constatation que ce n'est pas l'Union soviétique ni le communisme international qui désirent

-4 -

la guerre mais les Etats-Unis et leurs alliés, on comprendra aisément tout l'intérêt que le for des Nations Unies offre aux Russes. Et je conclus que ce ne sont pas les Russes qui renonceront de bon gré à une plate-forme de propagande aussi utile pour eux que l'Assemblée générale des Nations Unies. Il faudrait déjà qu'ils y fussent contraints.

Leur propagande porte-t-elle des fruits? Je suis tenté de dire oui, et ceci tant en ce qui concerne l'effet immédiat qu'à longue portée. Jamais les tribunes ne sont autant remplies que lorsque Vychinsky parle. Certains observateurs m'ont dit que le public venait par goût de sensation ou pour dire qu'on avait entendu Vychinsky comme on va au théâtre pour voir une vedette ou, enfin, par curiosité d'esprit pour s'amuser des constructions aussi incroyables que téméraires de ce démagogue. Or, à mon avis, le jeu de Vychinsky est plus habile que le jeu d'un fauve qui amuse le public d'un cirque: il sème le doute qui ne manquera pas de croître si les Occidentaux ne parviennent pas à sortir de la défensive. Denis de Rougemont a eu raison de dire qu'il faut savoir imposer son angle de vue. Or, par des répétitions variées des mêmes slogans, c'est Vychinsky qui impose le sien. Son jeu est, décidément, rendu facile par les spéculations, souvent fantaisistes, de la presse libre du monde occidental sur les plans de leurs gouvernements. Il a pu citer maintes fois des articles de la presse américaine, britannique, française et italienne sur une guerre future contre la Russie et les chances de la gagner avec la bombe atomique.

Si cet effet immédiat n'est pas négligé par les Russes, il y a un but précis que les Russes poursuivent aux Nations Unies: ébranler la majorité dont disposent les Etats-Unis au sein de l'ONU. Une propagande sans fondement se serait vite révélée inopérante sur les délégations, si des constellations politiques favorables à l'URSS ne fournissaient pas une certaine prédisposition favorable aux thèses russes.

Et c'est ici que le cercle vicieux se ferme. Si les Occidentaux tentent de régler les problèmes de l'heure en dehors du conflit idéologique ouest-est, les Russes les remettent constamment dans ce cadre; et si les Occidentaux, par leur attitude, passive, conciliante ou ennuyée selon les goûts, essaient de désintoxiquer les problèmes de l'heure du venin idéologique, les Russes ne cessent, par leur attitude agressive, d'envenimer l'atmosphère. Ils continuent de parler de paix "l'injure à la bouche".

Ont-ils réussi à ébranler la forte majorité américaine? Dans les déclarations que M. Vychinsky a faites dans les capitales slaves lors de son retour à Moscou, il s'est vanté du succès obtenu par la délégation soviétique à Paris. Il a relevé notamment le fait qu'en 1950 la proposition soviétique en faveur de la conclusion d'un traité de paix entre les cinq grandes puissances avait réuni 5 oui, 5 abstentions et 50 non, tandis qu'en janvier 1951 la même proposition n'a été rejetée que par 13 oui, 11 abstentions et 35 non. Bien que, dans cette forme absolue, les assertions de Vychinsky soient fausses, car en 1952 il ne s'agissait plus que d'un paragraphe inséré dans un projet de résolution plus large, mais sur lequel l'Assemblée votait séparément, on peut néanmoins dire que la majorité américaine a quelque peu fléchi. En parcourant les résultats des votes sur des questions importantes, on constate une majorité moyenne de 44 voix contre 50 l'année précédente. Ce sont notamment les pays arabes qui prennent de temps à autre une attitude indépendante. Souvent le nombre des abstentions est en augmentation par rapport à l'année précédente: les peuples coloniaux ou les républiques latino-américains font alors la démonstration de leurs sentiments anti-colonialistes.

Les problèmes de la liquidation de la guerre relevant des seules grandes puissances qui les discutent

- 6 -

ailleurs, aux Nations Unies c'est la liquidation du régime colonial qui a passé à l'avant-plan. Il suffit d'entrer dans n'importe quelle commission pour se rendre immédiatement compte que par la structure même des Nations Unies celles-ci sont prédisposées à servir les causes de l'anticolonialisme. Les délégations européennes y sont noyées. Les peuples de couleur, les Arabes, les métis et les mulâtres y sont plus nombreux. S'agit-il du traitement des Hindous en Afrique du Sud, du mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-ouest africain, ou de l'indépendance complète des pays arabes ou enfin des droits des peuples de disposer d'eux-mêmes, des débats passionnés s'engageaient et les pays coloniaux risquaient d'emporter ou emportaient même la majorité des votes, selon qu'ils étaient appuyés ou non par les Sud-Américains.

Cet état de choses est la raison essentielle pour laquelle j'ai voulu, avant tout, voir les délégations arabes et celles des pays de l'Amérique latine.

Lors du déjeuner du 14 janvier, je n'avais pas besoin de poser des questions. Le désir des délégations arabes d'expliquer leur politique à un "neutre" était si fort que toute question eût été superflue. Bref, le mouvement est déclenché et aucun gouvernement dans les pays islamiques ne se hasarderait plus à l'arrêter quelle que soit la pression de l'extérieur. Quant au but à atteindre: l'indépendance entière des pays arabes de toute espèce, d'ingérence de puissances étrangères, tous les gouvernements sont unanimes. Ils divergent sensiblement sur les méthodes. La ligue arabe pousse à l'action; en Egypte, le gouvernement de Nahas Pacha va même plus loin que la ligue arabe, mais le roi freine (on m'avait, à cette occasion, prédit un coup d'Etat vraisemblable du monarque); la situation est analogue en Iran, mais Mossadegh se refuse de fanatiser les masses craignant pour le régime féodal, ce qui ne permet pas au chah d'entrer en action; la Syrie, le centre du dogmatisme islamique, fa-

- 7 -

vorise les extrémistes. Parmi les mous et les modérés on m'a cité les pays arabes qui ne disposent pas de ressources propres et dont l'économie serait ébranlée en cas de tarissement des sources financières étrangères: Irak, Transjordanie, Yémen, Arabie Séoudite, Lybie.

Quelles qu'aient été les divergences de méthode, tous les délégués arabes avaient pour instruction d'appuyer, sur le plan international, les revendications marocaines contre la France. "Saisir tout prétexte dans n'importe quelle commission et à n'importe quelle occasion pour parler de la question marocaine" sont les instructions reçues. En revanche, aucune allusion à la question tunisienne n'y figure. Le mouvement antifrançais déclenché en Tunisie durant la session de l'Assemblée générale de l'ONU à Paris n'est donc pas une action concertée des pays arabes mais une initiative locale indépendante qui a embarrassé les Arabes peut-être plus que les Français. L'argument le plus fort que les Arabes invoquent en faveur de l'indépendance des pays arabes sous la domination française est le précédent de la Libye. Les Nations Unies, disent-ils, ont jugé le niveau culturel des Arabes de Libye suffisant pour se gouverner eux-mêmes. Or, il n'y a pas un seul universitaire arabe en Libye. Au Maroc et en Algérie il existe toute une classe intellectuelle d'Arabes, médecins, ingénieurs, avocats, architectes etc.. Si les Nations Unies ne veulent se désavouer elles-mêmes, elles devraient admettre que le Maroc et l'Algérie méritent à plus forte raison l'indépendance.

Dans la question arabe, l'attitude américaine n'est pas favorable à la France. Lorsque tant le Secrétaire général, Trygve Lie, que les délégations arabes refusaient d'appuyer les revendications tunisiennes à l'Assemblée générale des Nations Unies, la délégation américaine reçut la pétition et c'est M. Plitt qui la fit reproduire et répartir entre les délégations présentes en dépit de l'opposition

- 8 -

très vive de la délégation française et du Quai d'Orsay. Ici la politique américaine est nettement anticolonialiste et antifrançaise. Les Américains ne sont pas disposés à faire une distinction entre le problème que posent les colonies d'outre-mer et celui des possessions en Afrique du Nord. D'autre part, ils font leur possible pour attirer les Arabes dans le camp occidental. Ils jouent aux amis des Arabes contre les Français et les Anglais dans le Proche Orient et espèrent, de la sorte, compléter le Pacte de l'Atlantique par un pacte entre le NATO et le bloc des pays arabes et soustraire le nationalisme arabe à l'influence soviétique. Les Arabes sont méfiants et considèrent que dans l'année des élections présidentielles aux Etats-Unis, les avances faites par les délégués américains ne sauraient être prises au sérieux, tout candidat à la présidence étant obligé de jouer la carte juive. Le véritable obstacle à un rapprochement entre Arabes et Américains est Israël. Ici rien d'essentiel ne s'est produit aux Nations Unies. Les débats ont plutôt confirmé l'existence d'un fossé profond entre les Juifs et les Arabes.

L'affirmation que je viens de faire au sujet de la politique des Etats-Unis à l'égard des Pays arabes est un peu trop sommaire. J'ai, en effet, relevé des courants divergents au sein de la délégation américaine. Par ailleurs, M. Chauvel m'a confirmé que Washington savait faire la distinction entre les colonies (outre-mer) et les possessions européennes en Afrique du Nord formant partie de l'Europe. Mais ceci n'empêche pas la tendance pro-arabe de certains membres de la Délégation américaine. Ce fait, bien qu'il n'en faille pas exagérer l'importance in casu, démontre néanmoins la nécessité pour les Américains d'avoir une unité de doctrine. L'année des élections présidentielles risque de favoriser les goûts politiques personnels au détriment d'une ligne de conduite fixée par la centrale. Les flottements qui en résulteront pourraient

créer des malentendus sur le plan international et inciter les Soviétiques à des actions analogues à celle de la Corée.

En ce qui concerne l'Europe, le problème qui préoccupe le plus les Américains est le réarmement de l'Allemagne. Ce n'est pas la délégation des Etats-Unis à l'ONU qui a une opinion nettement établie à ce sujet. En revanche, les quelques membres américains du Haut Commandement Interallié en Europe que j'ai rencontrés par hasard dans des réceptions ne m'ont pas caché leur volonté déterminée de voir ce problème résolu aussi rapidement que possible. Ils veulent une armée en Europe capable de faire peur aux communistes et d'empêcher ainsi les velléités soviétiques d'une action militaire contre l'Europe. Ils n'ont aucune confiance en la France; par contre, ils vous prouvent, déclarations et chiffres en mains, que les Allemands et, dans un moindre degré, les Espagnols peuvent jouer le rôle de défenseurs de l'Europe contre les barbares de l'Est, sans risquer de se heurter à l'intérieur à une activité de sape dangereuse. Les Américains sont fatigués des résistances françaises et décidés à passer outre. "Il faut que quelqu'un défende l'Europe et, si la France est incapable de le faire, nous sommes obligés de faire appel à l'Allemagne", est le raisonnement assez simpliste que l'on entend. Il n'y aurait, à leur avis, aucun danger pour la France du côté de l'Allemagne; il n'y aurait qu'un ennemi commun: l'Union soviétique.

Les Américains sont plus réservés lorsqu'on leur demande de se prononcer sur la politique britannique. L'impression plutôt vague est qu'ils préfèrent voir l'armée britannique entièrement indépendante de l'armée européenne et qu'ils n'exerceront pas de pression sur Londres en sens contraire. "Quelle que soit l'armée disposée à se défendre contre l'URSS, nous l'accepterons comme alliée à condition qu'elle veuille se battre et ne s'émiette pas à la première épreuve! Vue sous cet angle, l'armée britannique indépendante donne plus de garanties aux Américains que la même armée intégrée à l'Europe et dépendant des forces combattives moins sûres.

- 10 -

On peut déduire de ce qui précède que les plans américains prévoieraient le dispositif militaire suivant:

- 1) front principal: l'Allemagne
- 2) champ de manoeuvre: Allemagne, Autriche, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg,
- 3) réduit défensif et contreoffensif:
 - a) Angleterre
 - b) Espagne
 - c) Italie.

En ce qui concerne le Proche Orient, j'ai eu l'impression que les Américains comptent avec la résistance de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Turquie, sans envisager la défense de ces pays par une armée américaine.

A la lumière de ces plans on comprend plus aisément certains griefs que les Français, les Allemands et les petits pays européens formulent au sujet de l'armée européenne condamnée peut-être par avance à se sacrifier ou à se battre ailleurs.

Le conflit de Corée préoccupe de plus en plus tant la délégation américaine à l'ONU que le haut commandement américain en Europe. Des sautes d'optimisme et de pessimisme alternent quant aux résultats des conversations de Panmunjom. Ces sautes d'humeur ne sont, elles-mêmes, que l'expression du désir américain d'en finir. L'armistice en Corée serait un atout pour les politiciens qui désirent la continuation de la politique démocratique aux Etats-Unis et libérerait, pour le Pentagone, des forces militaires entraînées et équipées dont on pourrait disposer ailleurs. Personne, tout au moins à Paris, ne paraît désirer la guerre contre la Chine à l'heure actuelle.

En ce qui concerne, enfin, la Suisse, j'ai été étonné de constater la sympathie dont nous jouissons auprès du haut commandement interallié en Europe. On y suit avec attention notre volonté de défense et notre effort d'armement.

- 11 -

On nous pardonne même volontiers notre neutralité qui ne paraît plus gêner les plans du Shape. "Nous préférons", m'a-t-on dit, "un pays neutre résolu à se défendre contre toute agression russe à un pays allié cédant trop facilement." "Quelle révalorisation de la neutralité depuis 1946!" serais-je tenté de dire, si je ne savais pas que les Américains sont sûrs de nous avoir pour alliés au moment où l'agression russe se produirait. Je ne saurais donc parler de révalorisation de la neutralité, mais uniquement d'une sympathie croissante des Américains pour notre politique de neutralité armée aussi longtemps que celle-ci joue en leur faveur ou ne gêne pas leurs plans.

Mon rapport ne serait pas complet si je ne mentionnais pas les quelques échanges de vues que j'ai eus avec des Français et des observateurs à Paris sur la situation en France.

Si tous les politiciens, en France, prétendent être "de gauche", l'industrie française est réactionnaire "de droite". Voilà comment M. Gaston Palewski a essayé de concrétiser le problème social en France. Cet abîme entre les idées progressistes et la réalité nourrit constamment le mécontentement et crée des conflits sociaux. Les industriels français, grands ou petits, s'opposent aux réformes sociales par esprit de lucre. S'il faut sacrifier une partie des bénéfiques, ils préfèrent les investir dans la lutte politique contre les réformes. Ils vont, prétend M. Palewski, en luttant contre les socialistes et les gaullistes jusqu'à financer la campagne

- 12 -

communiste pour empêcher qu'une majorité favorable aux réformes sociales se crée au parlement. En tout cas, dans les faubourgs de Paris, l'industrie soutenait le parti communiste contre la RPF par pur opportunisme professionnel. Il ne faut pas prendre cette information à la lettre, mais elle repose sans doute sur un fond de vérité. Ce qui est vrai, c'est que le problème social paraît insoluble en France à l'heure actuelle. Et c'est ici que réside la faiblesse de la France. Pour des raisons de doctrine, le parti socialiste ne peut pas faire de concessions sur ce plan. Pour des raisons d'opportunité politique les Gaullistes ne veulent pas faire de concession. Les premiers sont pris entre le marteau et l'enclume, les seconds jouent la carte de la crise. Voilà pourquoi, m'a dit Palewski, de Gaulle ne désire pas entrer dans une coalition gouvernementale. Il ne le ferait que si cette coalition devait aboutir au régime gaulliste, et il est sûr que son heure va sonner prochainement.

M. Bidault paraît être maintenant l'ennemi déclaré de M. Schuman, et la situation de ce dernier devient de plus en plus difficile, notamment à la suite de l'affaire arabe. Mais comme personne n'est favorable à la candidature de Bidault aux Affaires étrangères, M. Robert Schuman pourra conserver son mandat assez longtemps encore.

Tout le monde est pour l'intégration de l'Europe et personne n'y croit sérieusement. L'intégration est devenue un slogan politique qui couvre l'impuissance de la France à remplir son rôle historique: hégémonie française en Europe après l'écrasement de l'Allemagne. Schuman a le mérite incontestable d'avoir eu une idée maîtresse de la politique extérieure française, mais le peuple français ne veut le suivre que pour autant que sa politique n'exige pas de sacrifices, surtout pas de sacrifices en hommes ou en argent!

- 13 -

Obligée de mendier, la France est à la remorque d'une puissance plus forte: les Etats-Unis d'Amérique. Cet état de choses révolte toutefois le Français d'où l'anti-américanisme et la coquetterie avec l'Union Soviétique, mais ces humeurs ne sont que des symptômes du mal. Le mal c'est le problème social, et ce n'est encore pas une nouvelle dévaluation du franc français qui le résoudra.

Mon rapport sur mon séjour à Paris n'apporte rien de nouveau, mais il confirme certains renseignements que nous possédons déjà. Cette confirmation a sa valeur, car elle vient de la bouche de hauts fonctionnaires responsables de la politique extérieure de leurs pays respectifs ou de politiciens habitués à peser leurs paroles.

Je vous remercie, Monsieur le Conseiller fédéral, de m'avoir autorisé à passer ces quelques jours à l'Assemblée générale des Nations Unies et à Paris, ce centre européen de la politique mondiale.

Berne, le 18 février 1952.